

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS TRAITANT LES MALADIES CHRONIQUES

Une simple «rumeur», estime Boudiaf

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dément, une fois de plus, toute pénurie de médicaments traitant des maladies chroniques, mettant cela sur le compte d'une rumeur savamment orchestrée et entretenue par des laboratoires qu'il ne citera pas, néanmoins.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Ne jouez pas le jeu de ces laboratoires», ce à quoi a, en effet, invité Abdelmalek Boudiaf la presse, ce jeudi, en marge d'une séance plénière de questions orales au Conseil de la nation. Pour lui, cette pénurie «imaginai- re» serait l'œuvre de certains laboratoires qu'il ne nommera pas et dont les récentes décisions de limiter l'importation de ces médicaments dont l'inefficacité a été «scientifiquement prouvée, dérangerait». Et de mettre en valeur les cahiers des charges mis en place pour la première fois

depuis le recouvrement par le pays de son indépendance pour la production locale de médicaments.

Par ailleurs, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a fait part de l'envoi d'une délégation de la Direction de la prévention à Ouargla pour enquêter sur les cas de paludisme enregistrés dans cette wilaya. Des cas, au nombre de six «importés», selon Boudiaf qui a annoncé le feu vert de la commission scientifique en charge de la sclérose en plaques pour l'utilisation de deux nouveaux

médicaments destinés au traitement de cette maladie.

Ceci dit, a-t-il tenu à préciser que leur inscription au niveau de la direction de la pharmacie du ministère n'a pas encore été effectuée, une procédure réglementaire en sus donc, de l'autorisation de commercialisation.

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière étudie, par ailleurs, le projet de création de pôles régionaux spécialisés en cardiologie et néphrologie en plus de centres d'excellence de haut niveau. Une option dictée, a expliqué Boudiaf, par «une forte prévalence de certaines maladies non transmissibles nécessitant une prise en charge optimale».

36 000 hadjis algériens l'année prochaine

De son côté, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a exclu toute perspective de revue à la hausse du tarif du hadj, expliquant cela par le fait que la procédure d'octroi de cette allocation obéissait à des impératifs purement commerciaux. Mohamed Aïssa, qui répondait, le



Photo : DR

Réduction de l'importation de certains médicaments.

même jour, jeudi, à une question d'un sénateur, a fait part de la mise en place d'un plan d'action s'étalant jusqu'en 2019 pour améliorer l'encadrement et la prise en charge des hadjis algériens dans les Lieux-Saints de l'Islam, annonçant, dans ce silla-

ge, que le quota de l'Algérie pour la prochaine saison du hadj sera de l'ordre de 36 000 hadjis. Avec cette précision qu'un candidat au hadj ayant déjà effectué ce pilier ne peut prétendre à refaire ce devoir que cinq ans après.

M. K.

LE SÉNATEUR-MAIRE

DE LYON, GÉRARD COLLOMB,

À ORAN :

«L'Algérie et la France ont des défis assez comparables»

Tout en qualifiant les relations entre l'Algérie et la France comme étant bonnes, ce jeudi au terme de son séjour en Algérie clôturé à Oran, le sénateur-maire de Lyon, Gérard Collomb, a estimé que les deux pays ont des défis assez comparables. «Pour vous les défis c'est la baisse des cours de pétrole, pour nous c'est celui de la dette française qui, comme vous le savez, est énorme et, donc, il y a forcément une réduction de la dépense que nous avons à affronter de manière commune, chacun dans notre pays». Estimant que justement ces renforcements du secteur privé dans un pays et dans un autre peuvent permettre de relever ces défis.

Pour le sénateur-maire de Lyon, les points les plus forts de ce séjour en Algérie concernent les visites ministérielles effectuées par la délégation lyonnaise auprès du Premier ministre Abdelmalek Sellal et six ministres algériens. «Nous avons fait un tour d'horizon assez large des relations franco-algériennes. Tout en évoquant les problèmes du côté de la Méditerranée : problème du Mali, la Libye, l'Irak, la Syrie et, donc, je vais transmettre aux autorités françaises les attentes du côté algérien.»

Tout en qualifiant les relations entre les deux pays comme étant excellentes, il reconnaît que sur tel ou tel point qui peuvent être des points de divergence, il se chargera de faire part de l'analyse qui est faite par les autorités algériennes parce que, dit-il, «je pense que dans ce domaine de la sécurité, vous avez vécu la décennie noire donc, vous avez l'expérience avec laquelle il faut procéder pour arriver à des réconciliations. Ce qui a été fait en Algérie, peut se faire en d'autres lieux qui sont aujourd'hui des lieux de guerre et d'affrontements».

Qualifiant sa visite en Algérie «d'extrêmement positive», le sénateur-maire de Lyon a indiqué qu'une bonne majorité des entreprises lyonnaises qui l'ont accompagné ne viennent pas en terre inconnue mais ont déjà des partenariats en Algérie et souhaitent pouvoir les renforcer. «Le ministre des Transports algérien leur a dit : foncez c'est le bon moment alors à notre tour, on leur dira foncez, allez-y, c'est maintenant qu'il faut agir», dit-il.

En matière de partenariat avec Oran, l'on saura qu'un projet de mise en lumière de Santa Cruz, une spécificité de la ville de Lyon, est en cours de réalisation. Cette compétence lyonnaise sera mise à profit pour assurer cette coopération. «Tout ceci est assez onéreux, mais le wali d'Oran nous a dit ce n'est pas un problème d'argent, foncez, nous ce dont on a besoin, c'est de la technologie en lumière, du sens de la scénographie et du savoir-faire.»

Etant pris en ce moment par les préparatifs de la fête annuelle des Lumières à Lyon prévue au mois de décembre, M. le sénateur-maire a indiqué qu'à partir de janvier, les équipes viendront à Oran et établiront une première approche. Concernant l'acceptation de visa qui est, dit-il, relativement forte, M. Gérard Collomb fait remarquer que l'Algérie doit conserver ses forces vives. «Un certain ministre algérien me disait, il ne faut pas que tous nos étudiants que nous avons formés au bout de six ans partent en France et qu'ils y restent parce que pour nous, c'est une déperdition des forces vives. Il faut réguler cela mais dans une volonté d'avancer ensemble», dit-il.

A. B.

SELON LE WALI D'ALGER

Deux nouvelles opérations de relogement avant la fin de l'année

C'est lors d'une conférence de presse jeudi dernier que le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a rappelé, encore une fois, le bilan de la 19^e opération de relogement concernant la capitale et périphériques. Il a révélé, par ailleurs, les perspectives des opérations envisagées en novembre et décembre.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Depuis juillet 2014, près de 28 000 familles ont été relogées, soit quelque 170 000 citoyens, dont plus de 4 200 foyers en octobre, a-t-on déclaré.

Hormis ce rappel, le wali d'Alger a consacré la conférence en question à expliquer les objectifs et champs d'action des prochaines opérations de relogement. Eradiquer «l'habitat précaire, les bidonvilles, les constructions anarchiques sur les terrasses et caves ainsi que les bâtisses qui menacent ruine à Alger», constituent les priorités des «efforts consentis», a-t-il ajouté.

Prévus en novembre et décembre, les programmes de relogement permettront justement la suppression de 4 bidonvilles d'Alger : Céleste (Béni Messous), Les Orangers, Sentyse (Rouiba) et Lala Nsoumer (Dar El Beida) qui abritent près de 765 familles, selon le wali. Les quartiers d'accueil les concernant éventuellement se situent dans les communes de Bourouba, Souidania, Tassala El Merdja et Si Mustapha (Boumerdès).

Par ailleurs, un dispositif d'accompagnement sera consacré à cet effet afin de faciliter le déménagement des citoyens : 2 500 agents des APC et APW, 300 agents et cadres des différents services de sécurité, de la Protection civile et OPGI, 2 500 camions et 25 bus pour assurer leur transport vers les nouvelles cités, a énuméré

le wali. Concernant le quota destiné aux logements sociaux estimés à 6 000 unités, M. Zoukh a assuré que cela relève des prérogatives des communes, en invitant les présidents des APC à prendre «rapidement» cette initiative et «d'exiger» un quota supplémentaire si cela est nécessaire.

C'est aux communes de «proposer» des bénéficiaires, a priori les familles dont les domiciles sont «exigus». Ceci en spécifiant que les premières communes à avoir

affiché les listes des éventuels attributaires sont Rouiba, Raïs Hamidou et Kouba.

A. Zoukh a précisé par ailleurs que les plateformes qui en seront récupérées abriteront un ensemble d'investissements sociaux. Celui de l'aménagement de Oued El Harrach et le projet de 1 700 logements de type AADL (Bordj El Bahri), entre autres. Tout en soulignant que l'opération de relogement en cours dans la wilaya d'Alger a permis de relancer plusieurs projets dont la ligne ferroviaire électrifiée à double voie Birtouta-Zéralda, le barrage de Douéra et le stade communal de Birkhadem, par la libération des terrains informellement occupés.

N. B.

FIN DU CONGRÈS UNPEF

Sadek Dziri reconduit

Les congressistes de l'Union nationale des personnels de l'enseignement et de la formation Unpef ont clôturé leur rencontre nationale (5^e congrès ordinaire) au Complexe balnéaire Adim de Zemmouri-El-Bahri (Est de la wilaya de Boumerdès) tard dans la soirée de jeudi par l'élection (reconduction) de Sadek Dziri à la tête de leur syndicat.

Les congressistes ont également élu les 186 membres du Conseil national et les 11 éléments composant le bureau exécutif. Lors de ce conclave, les représentants de la base ont discuté et amendé les statuts du syndicat.

Par ailleurs, des résolutions ont été adoptées à l'issue de cette rencontre marquant le 5^e congrès ordinaire de ce syndicat. Ces résolutions concernent des points à caractère social touchant les fonctionnaires de l'éducation et la formation mais aussi le volet pédagogique.

Les membres du Conseil national se sont donné rendez-vous dans six mois pour se réunir, revoir le règlement intérieur, constituer les commissions et apporter des réaménagements organiques au sein des trois directions régionales.

Abachi L.